

Après le Béret vert et le «Miles protector», le soldat-citoyen 2.0

Col Hervé de Weck

Dans les années 1930-1945, l'ennemi venait de l'Est (avec le couteau entre les dents, pendant la Guerre froide, il venait de l'Est avec des milliers de chars et d'avions. En 2018, il vient du Sud portant le voile et le qamis¹.

A la fin 2017, Bernard Wicht, privat-docent à l'Université de Lausanne, et le lieutenant-colonel Alain Baeriswyl, officier de carrière connu pour sa «Nouvelle technique de tir» introduite dans plusieurs armées du vieux continent, publient un essai provocateur mais intellectuellement très stimulant sur la défense face à la menace terroriste². Nous présentons leurs thèses, sans discuter de l'application de certaines d'entre elles à l'échelle européenne. En revanche, le système qu'ils proposent pourrait s'appliquer en Suisse et en Tchéquie...

Ne préparons pas la guerre d'hier

Lorsqu'on pense la guerre du futur, on a tendance à le faire avec l'outillage conceptuel du passé. Dans les études, la technologie prend une importance disproportionnée, alors que les guerres civiles sont rarement évoquées. La réflexion subit des effets de mode et de concepts en vogue: *Revolution in Military Affairs*, *Effect based Operations*, *Cyberwar*, etc. Il en va de même des scénarios, entre autres ceux d'une éventuelle guerre mondiale.

Les essais nucléaires, les tirs de missiles et les menaces proférées par la Corée du Nord, le programme nucléaire iranien, le retour de la Russie sur la scène stratégique mondiale, la compétition toujours plus acérée entre les Etats-Unis et la Chine avec les déclarations tonitruantes du président Donald Trump sur la relance de la Guerre froide conduisent à évoquer le spectre d'une grande guerre entre Etats. Effectivement, ces éléments, inquiétants, ne favorisent pas la paix et la stabilité internationales.

Il importe pourtant de garder à l'esprit qu'envisager un tel conflit consiste précisément à voir la guerre de demain dans les termes des précédentes. Ce ne sont ni les armes, ni la similitude des situations qui déterminent la configuration de la guerre mais les unités politiques susceptibles de la mener. Aujourd'hui, les États sont de moins en moins aptes à la faire, leurs opinions publiques ne les soutiennent plus, leurs ressources économiques et militaires n'y suffisent plus.

En revanche, de nouveaux acteurs sont en passe de supplanter les Etats en tant que «machines de guerre», les différents groupes armés, en particulier ceux actifs sur la façade Sud de la Méditerranée, au Proche et au Moyen-Orient. Ils sont capables de financer armes et combattant efficacement et dans la durée. Ils sont déjà présents en Europe occidentale, comme l'indiquent attentats, tueries et fusillades en France, en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne et ailleurs.

Vers un nouveau Moyen Age

¹ Blanchard, Pascal; Abdelouahab, Farid: *Les années 30. Et si l'histoire recommençait?* S.l., Editions de la Martinière, 2017, p. 61.

² *Citoyen-soldat 2.0. Mode d'emploi*. Paris, Editions Astée, 2017. 89 pp.

Le flux des réfugiés et le terrorisme islamiste ont plongé le vieux continent dans la plus grande crise depuis 1939-1945. C'est une guerre totale opposant, d'un côté les *exclus* et, de l'autre, les *inclus* de la mondialisation. «Cette guerre civile moléculaire, qui s'installe progressivement au sein de nos sociétés, se présente comme une suite presque ininterrompue de conflits de basse intensité (...).»

L'islamisme-djihadisme-terrorisme ne représente que la pointe émergée d'un iceberg beaucoup plus important, une réaction qui prend le contre-pied de la mondialisation et débouche sur de nouvelles formes d'organisations politico-militaires, les groupes armés. Ce changement profond de civilisation peut se comparer à la chute de l'Empire romain et à l'entrée dans un nouveau Moyen Age avec ses Etats *faillis* (Afghanistan, Libye, Syrie, etc.).

«Organisées selon les structures et modèles hérités de la colonisation – l'État-nation en particulier – ces sociétés du Grand Sud ne réussissent ni leur décolonisation, ni leur révolution nationale. Elles parviennent à se maintenir pendant la Guerre froide, grâce au parrainage de l'Est ou de l'Ouest, selon le camp dans lequel elles se trouvent. La donne change avec la chute du Mur de Berlin; elles doivent se démocratiser à marche forcée et devenir économiquement compétitives. Echec sur les deux tableaux! L'exigence du pluralisme démocratique favorise le retour du tribalisme et l'exploitation des ressources naturelles ne profite qu'à une clique au pouvoir, sans retombée sur le reste de la population et développement socio-économique.

«C'est précisément à ce stade qu'intervient la réaction: dans l'incapacité d'intégrer économiquement, institutionnellement et de manière viable le nouvel ordre global, ces sociétés adoptent une posture prenant systématiquement le contrepied de la mondialisation néolibérale, (...) se repliant sur des modes d'organisation politique simplifiés et pré-étatiques basés sur la chefferie et l'appartenance à une forme de clan, que ce soit une milice, un groupe armé ou un gang, selon le principe de la relation 'Patron – client = protection'. (...) C'est un réflexe de survie avec tout ce qu'il comporte de sauvagerie, de comportements primaires, de loi de la jungle et de règne du plus fort. (...) De nos jours, force est de reconnaître que ces formes d'organisation sont devenues résilientes, permettant à ces sociétés de fonctionner dans la durée et constituant le terreau des fondamentalismes religieux qui s'y développent. (...) Dans ce premier quart du XXI^e siècle, groupes armés, narco-guérillas, gangs ou pirates n'apparaissent plus tant comme des acteurs criminels agissant dans la marge des sociétés que de nouvelles machines de guerre du champ de bataille contemporain.»

Les structures des groupes armés reposent sur une *économie grise* qui supprime l'économie de libre échange, un couple *low tech/low cost* et une forme de *démodernisation*. Ils adoptent une contre-culture (respect du chef, code d'honneur, prééminence des valeurs masculines) et un rigorisme religieux. En Occident, on ne peut plus s'opposer ou remédier, il faut se préparer!

Indispensable transformation des «outils» militaires et sécuritaires des «Etats-nations»

Nos distinctions occidentales guerre/crime/vendetta, civil/militaire, front/arrière, ennemi à l'extérieur/criminel à l'intérieur s'avèrent obsolètes. Il faut s'attendre à des affrontements dans le cadre de la vie quotidienne, au milieu de la foule, à une micro-échelle. Bernard Wicht l'appelle «guerre civile moléculaire». L'ennemi se trouve à l'intérieur! Nos armées régulières, «produits dégradés de la Guerre froide, organisées en vue de la guerre conventionnelle»,

restent peu efficaces dans une guerre hybride³. L'équilibre de la terreur ne se mesure plus en mégatonnes nucléaires mais en coups de couteaux, de pistolets et de *kalachnikovs*.

Il faut ressusciter la «cité» dont les *citoyens-soldats 2.0* portent des armes pour dissuader, si nécessaire réagir immédiatement. Ces hommes et ces femmes ne sont pas forcément rattachés à une unité militaire mais atomisés dans la société, disposant d'un port d'arme et de la formation nécessaire pour s'en servir. Leur instruction: celle de primo-intervenants qui savent vivre avec leur arme chargée, le contraire de ce que les autorités européennes cherchent à faire aujourd'hui!

En Europe, lorsqu'on parle de citoyens en armes, on pense aux soldats suisses qui effectuent chaque année leur période de service militaire et conservent à domicile leur équipement et leur arme de service et, jusqu'il y a peu, de la munition. L'exemple de la République tchèque, moins connu mais tout aussi original, s'avère particulièrement intéressant dans le cadre des réflexions sur le *citoyen-soldat 2.0*⁴.

Citoyens en armes, l'exemple tchèque

Lorsqu'on parle de citoyens en armes en Europe, on pense aux soldats suisses. Le cas de la République tchèque est moins connu mais tout aussi original et intéressant. Le *Lidova obrana stelba (LOS)*, ce qui signifie en français Tir de défense du peuple, est une discipline créée en 2005 par des tireurs membres d'une association pour la défense des droits des possesseurs d'armes.

On peut parler à ce sujet d'une véritable démarche citoyenne: de nombreux tireurs redoutant un durcissement de la législation décident d'agir. Le débat, porté au niveau politique, se prolonge jusqu'en 2002, date à laquelle la nouvelle loi est approuvée. Elle garantit aux citoyens tchèques des possibilités relativement larges d'acquérir, de détenir et de porter des armes. Pour une population tchèque d'environ 10,5 millions de personnes, il y a aujourd'hui plus de 240'000 licences de possession d'armes dans la catégorie «Port d'arme», soit 4,5-5% des habitants du pays.

Les citoyens qui en font la demande doivent jouir d'une réputation honorable, n'avoir aucune inscription au casier judiciaire et respecter les lois, sous peine de se voir retirer leurs armes et leur droit d'en acquérir. S'ils remplissent ces conditions et passent examen médical, s'ils suivent les cours théoriques et pratiques sur la connaissance des armes et réussissent les examens, ils ont le droit de porter sur eux une arme pour autant qu'elle ne soit pas visible. Une telle réalité implique de garantir une formation et un entraînement adéquat, d'où la création d'une discipline de tir répondant à cette exigence.

C'est ainsi que des tireurs ont décidé de créer le LOS et développé des entraînements et des exercices adaptés aux armes pouvant être portées dans le pays. Le but premier est d'instruire et d'améliorer les compétences tactiques des tireurs, de leur apprendre à manipuler leur arme en toute sécurité et en fonction de scénarios inspirés de cas réels. Cette instruction se veut à la portée de tous.

Ces critères sont importants pour les 240'000 licenciés qui ont décidé de porter une arme à feu pour leur protection. Ils leur offrent ainsi la possibilité, à des tarifs abordables, de s'entraîner de manière réaliste. En Tchéquie, les citoyens armés et responsables sont considérés comme un gain pour l'État. Avec l'instruction à l'autodéfense dont ils bénéficient, ils viennent s'ajouter aux soldats et policiers, leur amenant une force supplémentaire en cas de nécessité.

En cinquante ans, nous sommes passés de la conception de la bataille décisive (Stalingrad) à celle du raid urbain, de la réponse militaire à la réponse policière, de la *concentration-manœuvre-destruction* à la *dilution-imbrication-destruction*. A cours de cette période, des

³ Dans une guerre hybride, selon Frank Hoffmann, l'«adversaire emploie simultanément et de façon adaptative un mixte d'armes conventionnelles, de tactiques irrégulières, de terrorisme et de comportements criminels dans l'espace de bataille afin d'atteindre ses objectifs politiques.»

⁴ Kristyna Krepelka l'explique à la fin de l'essai de Bernard Wicht et d'Alain Baeriswyl.

cloisonnements apparaissent, ainsi que des blocages institutionnels et mentaux: le combat est l'affaire des militaires, les prises d'otages, les attentats l'affaire de la police. Il a les tactiques de l'armée et celles de la police qui travaillent chacune de son côté, alors que la guerre ne fait pas de distinction. Aujourd'hui, soldats, policiers et citoyens se trouvent confrontés au même adversaire, à la fois un tireur isolé que la police doit maîtriser, un terroriste que les forces spéciales doivent détruire, un intrus que le citoyen doit chasser de chez lui. Nos sociétés sont entrées dans la «guerre civile moléculaire», une nouvelle ère, une nouvelle guerre, celle que nos enfants devront affronter. C'est pourquoi, il faut appliquer le principe «A attaque décentralisée, riposte autonome». Tout le monde, y compris le citoyen-soldat 2.0, peut et doit faire sa part du travail.

Mettre en évidence les délais d'intervention lors des attentats terroristes de ces dernières années ne vise pas à critiquer les forces de police. «A chaque fois, les tueurs ont bénéficié de la surprise et ont su créer des diversions pour détourner l'attention de leur action principale. L'indication de ces délais a pour but de montrer que, dans le cadre de la guerre civile moléculaire, même le corps de police le mieux organisé et le mieux préparé ne pourra jamais intervenir instantanément, qu'il y aura toujours un délai plus ou moins long, pendant lequel les victimes tomberont sous les coups de leurs bourreaux. Il est donc possible de dire (...) que, dans chacun de ces cas, la présence sur place de citoyens armés et instruits aurait complètement changé la donne, selon le principe du verre d'eau jeté par opportunité sur un incendie qui débute. (...) pour être efficace, la réponse doit être presque instinctive, d'où l'importance des réflexes d'autodéfense drillés.» Israël peut aussi nous inspirer... Jean d'Ormesson également qui rappelait dans *Au Revoir et merci* que « demain n'est pas un aujourd'hui transposé dans l'avenir. C'est quelque chose de tout à fait improbable, de stupéfiant, d'inouï. (...) Chaque bond n'est vrai qu'en son temps, avant de vieillir à son tour et de devenir aussi une erreur⁵.»

H.W.

Légendes photos

- 01 Bernard Wicht, privat-docent à l'Université de Lausanne.
- 02 Alain Baeriswyl, officier de carrière.
- 03 En cas d'attentat terroriste, les formations d'intervention de la gendarmerie ou de la police ne peuvent pas intervenir immédiatement, contrairement au «citoyen-soldat 2.0».
- 04 En Tchéquie, il existe une association nationale «Tir de défense du peuple»...

⁵ *Œuvres*. 1. Paris, Gallimard, La Pléiade, 2015, p. 125.